

À mi-chemin du chaos ?



La direction a lancé fin mars des consultations avec les organisations syndicales représentatives sur son Plan de Départs Volontaires (PDV). Où en sommes-nous ?

95 suppressions d'emplois

La fin des « consultations » avec les représentants du personnel est prévue fin mai. Sauf contretemps, le PDV sera mis en place début juillet 2019, avec l'ouverture de la cellule mobilité aux salariés intéressés par un éventuel départ. Lors du CSE du 19 avril, les organisations syndicales de l'Agence ont rejeté la mise en place anticipée de cette cellule.

Lorsque la direction a exposé fin mars son plan visant la suppression de 95 emplois, tous les postes censés être supprimés n'étaient pas clairement identifiés. Depuis, nous savons quels postes de journalistes la direction veut supprimer, ce qui a provoqué les protestations des services Éco, Infogénés et Politique. Cela suscite aussi un fort mécontentement et des inquiétudes au desk France, où la charge de travail n'a cessé d'augmenter ces derniers mois avec des tâches supplémentaires et 5 postes en moins.

Si le nombre de postes de journalistes texte ciblé est légèrement plus faible qu'au début, le chiffre de 95 suppressions d'emplois reste inchangé : la direction va en effet embaucher moins de JRI ou supprimer plus de postes dans les années à venir.

Par ailleurs, la direction n'a pas fourni d'informations précises sur la manière dont les services devront fonctionner avec moins de salariés présents.

La DSI dans la ligne de mire

La réforme la plus ambitieuse en termes de suppression de postes est celle de la Direction des Systèmes d'Information (DSI). Au-delà des réductions de postes, c'est une réorganisation profonde (une de plus !) qui est en jeu, visant à faire de la DSI un « partenaire des métiers (...) au service de l'excellence opérationnelle et de la création de valeur ». En clair, la direction veut réduire le nombre à 159, soit 31 postes en moins (-16%) par rapport à la configuration actuelle.

Comme nous l'avons déjà souligné, une réduction des effectifs des agents et des cadres de la DSI risque d'avoir des conséquences graves, comme des pannes qui ne sont plus couvertes par les équipes techniques. (Voir notre tract : *L'AFP en panne ?* - « On assume le risque » <http://u.afp.com/JGog>)

L'atmosphère anxieuse de ce PDV provoque déjà des départs de techniciens, parmi lesquels des « hommes clés » dont l'absence peut mettre à mal le maintien d'une partie des outils techniques. Là où la direction voit ces départs comme un simple effet naturel de turn-over, nous voyons de graves problèmes en devenir. Dialogue de sourds...

(/...)

« La qualité est là ! »

Pour les journalistes, le mot d'ordre est actuellement de « *faire moins, mais mieux* ». C'est méprisant pour ceux qui font des efforts et des sacrifices importants pour assurer les couvertures décidées par nos dirigeants, et à qui on dit en substance : « *Merci, mais en fait, nous n'avons pas besoin de couvrir tout ça. D'ailleurs nos clients sont noyés d'infos.* » Quid de notre mission d'intérêt général, confiée et financée par l'État ?

Si notre stratégie est le développement de l'image, pourquoi supprimer des postes de photographes à Paris ? Selon la direction, ils n'auraient pas suffisamment de travail. Pourtant, les services de production parisiens se plaignent de manquer de photographes pour leurs reportages.

Un deuxième axe du projet consiste à mettre plus de journalistes sur le terrain. Alors, pourquoi supprimer des postes de production alors que les services concernés travaillent déjà à flux tendu ?

Logique comptable court-termiste

La Direccte (Direction des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi) d'Île-de-France a demandé des précisions sur un certain nombre de points du PDV. Allant dans le même sens, SUD demande que la direction démontre de façon sérieuse et crédible que ceux qui resteront après le PDV ne seront pas surchargés de travail.

À l'approche de la fin des consultations, les organisations syndicales de l'Agence doivent éviter de précipiter la signature d'un accord sur le PDV qui risque d'être aussi bâclé que le « Grand Accord » du 10 mars 2017.

En effet, *en cas d'accord majoritaire*, le contrôle exercé par la Direccte est nettement moins approfondi qu'en cas de document unilatéral présenté par la direction. Si dans les deux cas, la Direccte vérifie la régularité de la procédure d'information et consultation, ce n'est que dans le second cas qu'elle vérifie en particulier si le plan est proportionné aux moyens du groupe. Donc selon nous, les organisations syndicales qui signent un accord PDV *acceptent de renoncer à ce contrôle de l'administration*.

Refus du Plan Fries

Le Plan Fries conduira inéluctablement à une nouvelle dégradation des conditions de travail et à une baisse de la qualité de l'information traitée par l'AFP.

Pour faire reculer la direction, il faut établir un rapport de force car le dialogue, malheureusement, ne suffit pas. SUD-AFP soutiendra toutes les actions visant à lutter efficacement contre ce plan. Une Assemblée Générale du personnel est nécessaire. Tous ensemble, combattons le Plan Fries !

Paris, le 6 mai 2019

SUD-AFP (Solidaires-Unitaires-Démocratiques)

Sud
AGENCE FRANCE PRESSE